

BROOKINGS



GEORGETOWN UNIVERSITY

School of Foreign Service
Institute for the Study of International Migration



7 Octobre 2015

Guide sur la protection des personnes contre les catastrophes et les changements environnementaux grâce à la réinstallation planifiée.



Pour plus d’information concernant cette initiative, contactez Elizabeth Ferris (elizabeth.ferris@georgetown.edu).

Veillez noter que la boîte à outils liée au guide fournit des directives opérationnelles pour la Réinstallation Planifiée et elle est disponible sur le site web de Georgetown: <https://georgetown.app.box.com/s/lagulcgiunmuzv4c7ogx2ywyypo4lla1>; et le site web du HCR: <http://www.unhcr.org/596f1bb47.pdf>

TABLE DE MATIÈRES

POURQUOI ÉLABORER UN GUIDE POUR LA RÉINSTALLATION PLANIFIÉE ? 3

 A propos de ce guide 4

I. PORTÉE ET OBJECTIF 9

II. PRINCIPES GÉNÉRAUX 11

III. CADRE JURIDIQUE ET POLITIQUE 15

IV. CADRE INSTITUTIONNEL 17

V. EVALUER DU BESOIN D’UNE RÉINSTALLATION PLANIFIÉE 19

VI. PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE D’UNE RÉINSTALLATION PLANIFIÉE . . 21

 Planification 21

 Information, Consultation, et Participation 22

 Mesures avant et pendant la réinstallation physique 23

 Offrir les conditions pour la reconstruction des vies via la restauration des moyens
 de subsistance et d’autres services 23

 Terres et Indemnisation 24

 Contrôle et évaluation 25

VII. QUAND LA RÉINSTALLATION PLANIFIÉE PREND-ELLE FIN ? 27

Photo de couverture : Deux jeunes filles traversant un petit pont de bambou, District de Cox’s Bazar, île de Kutubdia. Bangladesh. Il y a encore 20 ans, Taplur Char à Kutubdia était une terre verte fertile. Mais aujourd’hui, rien ne pousse.

Crédit photo : © HCR / Saiful Huq Omi.



POURQUOI ÉLABORER UN GUIDE POUR LA RÉINSTALLATION PLANIFIÉE ?

Les catastrophes ont déplacé en moyenne 27 millions de personnes par an entre 2008 et 2013¹, un chiffre qui ne cessera probablement pas d'augmenter en raison de deux facteurs. Premièrement, les changements climatiques devraient aboutir à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques, à une élévation du niveau de la mer et à d'autres risques et changements environnementaux associés au réchauffement climatique. Deuxièmement, les tendances de la croissance démographique globale et les concentrations plus élevées de personnes dans les zones côtières présagent que les risques naturels affecteront probablement un plus grand nombre de personnes à l'avenir. Dans ce contexte, déplacer et installer des populations dans de nouveaux endroits pourrait devenir une option de protection de plus en plus viable. De nombreux gouvernements envisagent déjà cette solution et prennent des mesures visant à éloigner les populations vulnérables du danger.¹ Toutefois, la réinstallation des populations dans le but de les protéger contre les catastrophes et les impacts des changements environnementaux, y compris les conséquences du changement climatique, comporte de sérieux risques pour ceux qui en bénéficieraient, notamment la perturbation des moyens de subsistance et la perte des pratiques culturelles.²

Déterminer à quel moment il est opportun de réinstaller les populations à risque afin de les protéger et d'atténuer les conséquences du déplacement varie d'un contexte à l'autre selon la nature du danger ou du changement environnemental ou encore des facteurs sociaux, politiques et économiques. Les gouvernements peuvent entreprendre anticipativement un processus de réinstallation lorsque les dangers menacent de rendre certaines zones inhabitables. En effet, ce type d'intervention peut être un moyen efficace de réduire le risque de catastrophes, comme l'a affirmé le Cadre d'Action Sendai pour la Réduction des Risques des Catastrophes 2015-2030.³

- 1 Michelle Yonetani, *Global Estimates 2014 People Displaced by Disasters* (Norwegian Refugees Council/Internal Displacement Monitoring Centre, 2014), 23, consulté le 26 janvier, 2015, <http://www.internal-displacement.org/publications/2014/global-estimates-2014-people-displaced-by-disasters/>.
- 2 C.B. Field, V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L. White (eds.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Cambridge & New York: Cambridge University Press, 2014), 771, consulté le 14 janvier, 2015, <https://ipcc-wg2.gov/AR5/report/full-report/>.
- 3 *The Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030*, <http://www.preventionweb.net/files/resolutions/N1509743.pdf>

A Fidji, par exemple, le gouvernement évalue de manière proactive les vulnérabilités des communautés rurales en prévision d’une éventuelle possibilité de devoir les déplacer. Aux Etats-Unis, un certain nombre de communautés autochtones de l’Alaska, demandent le soutien du gouvernement depuis plus d’une décennie car les changements environnementaux accentués par les conséquences du changement climatique (ex. : perte de glace de mer, érosion côtière, fonte du pergélisol) ont rendu la vie difficile dans leurs lieux d’habitat. Dans d’autres cas, les gouvernements peuvent prendre des mesures réactives pour réinstaller des personnes à la suite d’une catastrophe à grande échelle, ceci afin de les protéger contre des dommages futurs. Par exemple, suite à la dévastation causée par le typhon Haiyan en novembre 2013, les Philippines se sont lancés dans un plan ambitieux visant à déplacer 200 000 ménages – 1 million de personnes – vers des zones plus sûres.

Dans le même temps, dans le contexte du changement climatique, la Réinstallation Planifiée peut servir de stratégie d’adaptation efficace. La Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, réunie à Cancún en 2010, a encouragé l’action renforcée et la coopération internationale sur la Réinstallation Planifiée considérée comme l’une des trois formes de mobilité humaine à prendre en compte dans les mesures d’adaptation au changement climatique.⁴ Alors qu’une attention majeure a été accordée à la migration et au déplacement, on s’est moins préoccupé de la Réinstallation Planifiée en tant que stratégie efficace pour réduire les risques de catastrophe, renforcer la résilience et s’adapter au changement climatique. Une expérience analogue montre que la réinstallation de personnes est un processus complexe qui risque indubitablement de violer les droits fondamentaux et d’aggraver la situation des personnes concernées. Les états confrontés à des situations où la Réinstallation Planifiée peut être nécessaire manquent de directives sur les principes et les droits fondamentaux qui s’appliquent à cette option forte et encourageante.

Ce guide sur la Réinstallation Planifiée établit dès lors des principes généraux qui aideront les Etats et les différents acteurs confrontés au besoin d’entreprendre une Réinstallation Planifiée (telle que définie ci-dessous) et vise à aider les Etats et les acteurs de soutien à formuler des lois, des politiques, des plans et des programmes de Réinstallation Planifiée. On y trouvera également un ensemble de Directives Opérationnelles, qui seront élaborées en 2015-2016 et qui comprendront des mesures spécifiques et des exemples des meilleures pratiques pour aider les États à traduire ces principes généraux en lois, politiques, plans et programmes concrets. Dans le cadre de ce processus, ce guide sera également ouvert à une deuxième phase de commentaires à partir d’octobre 2015 et peut-être dès lors modifié et réédité dans le courant du deuxième trimestre de 2016.

A propos de ce guide.

Ce Guide a été élaboré dans le cadre d’un processus de consultation lors de diverses réunions, organisées entre 2011 et 2015⁵, qui ont rassemblé des représentants d’Etats, des organisations internationales et des experts issus d’un large éventail de disciplines et d’expériences. En effet, le processus de Réinstallation Planifiée est complexe et exige une expertise dans différents domaines, notamment la réduction des risques de catastrophe, le développement, les actions humanitaires d’urgence, les droits de l’homme, le changement climatique, la migration, les études environnementales, et le droit.

4 UN Framework Convention on Climate Change, 16th meeting of Conference of Parties, Cancun, 2010, article 14(f). http://unfccc.int/meetings/cancun_nov_2010/meeting/6266/php/view/decisions.php
Il est également probable que la Réinstallation Planifiée puisse être nécessaire en raison des mesures prises pour atténuer et s’adapter aux effets du changement climatique.

5 UNHCR, *Summary of Deliberations on Climate Change and Displacement: rapport d’une consultation d’experts*, Bellagio, Février 2011. <http://www.unhcr.org/4da2b5e19.html>, *Planned Relocations, Disasters and Climate Change: Consolidating Good Practices and Preparing for the Future*, Sanremo, Mars 2014. <http://www.unhcr.org/53c4d6f99.pdf>

Un certain nombre d’études et de documents de référence ont été commandés⁶ et consultés afin d’élaborer ce Guide, entre autres une analyse de 30 cadres différents et pertinents, allant de *La Politique Opérationnelle de la Réinstallation involontaire* aux *Principes Directeurs d’un Déplacement Interne* de la Banque Mondiale.

Au cours du travail initial, la question de la terminologie fut soulevée à plusieurs reprises.

Ce guide, destiné à toucher le plus large éventail possible, utilise le terme amplement reconnu de « catastrophe » (plutôt que « catastrophe naturelle »), en sachant que les catastrophes sont le résultat de risques naturels souvent aggravés par l’action humaine (comme par exemple la déforestation et l’exploitation minière). Pour éviter toute confusion avec les travaux réalisés dans différents domaines, ni le terme réinstallation ni le terme déplacement sont utilisés. Le terme « Réinstallation Planifiée », bien qu’utilisé dans le Cadre d’Adaptation de Cancún, est lui-même ouvert à diverses interprétations (en particulier en traduction). Ainsi, une définition commune de la Réinstallation Planifiée, recommandée au cours des réunions d’experts, a servi de point de départ pour l’élaboration de ce guide :

La “**Réinstallation Planifiée**” est définie comme : un processus planifié dans lequel des personnes ou des groupes de personnes sont déplacés ou sont aidés à s’éloigner de leur domicile ou de leur lieu de résidence temporaire et sont installés dans un nouvel endroit et bénéficient des conditions pour reconstruire leur vie. La Réinstallation Planifiée est réalisée sous l’autorité de l’Etat, se déroule à l’intérieur des frontières nationales et vise à protéger les personnes contre les risques et les conséquences liés aux catastrophes et au changement environnemental, y compris les effets du changement climatique. Cette Réinstallation Planifiée peut concerner un individu, un ménage et/ou une communauté.

Réinstallation Planifiée en tant que processus.

La Réinstallation Planifiée est un processus qui se décline en différentes phases identifiables. La première étape – prérequis avant d’entreprendre la Réinstallation Planifiée – est de déterminer si elle est nécessaire. Cette décision devrait s’appuyer sur des preuves scientifiques. Les travaux dans d’autres domaines⁷ énoncent le principe selon lequel la Réinstallation Planifiée devrait être évitée autant que possible et sa portée minimisée lorsqu’elle ne peut être évitée. Une fois la décision prise en faveur de la Réinstallation Planifiée, des évaluations et des études analytiques sont nécessaires et celles-ci doivent être suivies d’un intense processus participatif d’élaboration des plans nécessaires. Ensuite, vient la mise en œuvre de mesures pour préparer le déplacement physique y compris, dans certains cas, l’acquisition de terrains et la fourniture d’infrastructures. Un travail ciblé doit également être réalisé avec les personnes affectées : celles qui peuvent prendre part à la Réinstallation Planifiée, celles qui sont dans les communautés d’accueil et les autres personnes susceptibles d’être affectées par la Réinstallation Planifiée. Le déplacement physique est alors effectué, suivi d’une période de transition durant laquelle les moyens de subsistance et les niveaux de vie des Personnes Réinstallées sont rétablis et tout impact négatif sur d’autres groupes est réduit. A la dernière étape d’une Réinstallation Planifiée réussie, les Personnes Réinstallées sont intégrées dans tous les aspects de la vie de leur nouvel environnement et elles n’éprouvent plus de besoins ou ne se sentent plus vulnérables. Le processus est généralement long, mais une planification minutieuse et des ressources adéquates peuvent en limiter la durée.

6 Ces ressources sont disponibles sur : <http://www.brookings.edu/about/projects/idp/planned-relocations>

7 Voir par exemple les *Guiding Principles on Internal Displacement*, 1998, <http://www.brookings.edu/~media/Projects/idp/GPEnglish.pdf> et *Operational Policy on Involuntary Resettlement 4.12*, de la Banque mondiale. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PROJECTS/EXTPOLICIES/EXTOPMANUAL/0,,contentMDK:20064610~menuPK:64701637~pagePK:64709096~piPK:64709108~theSitePK:502184,00.html>

Les Etats et les différents acteurs de soutien doivent agir à chaque étape du processus afin de minimiser les impacts négatifs potentiels. Même si ce guide se concentre sur les obligations des Etats, il est important de reconnaître que les individus, les ménages et les communautés ont également des responsabilités. Ils peuvent être les principaux agents initiant la Réinstallation Planifiée et devraient avoir la latitude de prendre en charge les décisions et le processus. Et finalement, les résultats de la Réinstallation Planifiée dépendent probablement de la manière dont les personnes affectées par la réinstallation s’engagent activement dans tous les aspects du processus et perçoivent qu’elles ont été suffisamment impliquées et qu’elles contrôlent le processus.

Les différents contextes de la Réinstallation Planifiée.

La Réinstallation Planifiée peut être nécessaire dans une multitude de contextes différents et les Etats, les communautés, les ménages et les individus devront affronter la problématique complexe qui consiste à identifier « le seuil de risque » au-delà duquel on considère qu’il n’est plus considéré comme sécuritaire que les personnes restent sur place et que la Réinstallation puisse devenir nécessaire. Les contextes varient, les changements de l’écosystème local affectent les personnes différemment, et les individus, les ménages et les communautés ont différents niveaux de tolérance au risque. La mise en œuvre de la Réinstallation Planifiée doit être considérée dans son contexte spécifique, qu’elle soit entreprise après une catastrophe ou avant que les conditions environnementales ne s’aggravent. Les différences d’échelle peuvent également être considérables ; il pourrait exister des situations où il serait nécessaire de déplacer quelques familles, tandis que dans d’autres cas des centaines de milliers de personnes pourraient être affectées. Les besoins des personnes à réinstaller seront probablement différents. Par exemple, lorsque les conditions environnementales se détériorent, les personnes ayant les moyens de se déplacer peuvent le faire par elles-mêmes laissant derrière les personnes qui sont plus vulnérables.

Un environnement propice.

Le contexte politique et social dans lequel les décisions sur la Réinstallation Planifiée sont prises est un facteur qui ne peut être surestimé.⁸ Par exemple, en cas de bonne gouvernance, les personnes ont probablement davantage confiance en l’Etat lorsque celui-ci prend des décisions qui bouleversent leur vie et elles pensent que les protections sont mises en place afin d’éviter que la Réinstallation Planifiée serve de prétexte à l’accaparement des terres, à l’exploitation économique ou à d’autres raisons. Dans les pays et les communautés dotés de mécanismes efficaces de participation publique, de responsabilisation, de plaintes et de recours, ceux-ci peuvent être utilisés pour tenir les autorités responsables des problèmes de planification ou de mise en œuvre de la Réinstallation Planifiée.

La Réinstallation Planifiée est un défi à relever pour les Etats, quel que soit leur niveau de développement économique. Il est également essentiel de mentionner que la mise en œuvre réussie d’une Réinstallation Planifiée est coûteuse et dans de nombreux cas une aide financière internationale sera nécessaire. Toutefois, elle est généralement moins coûteuse que d’aider les personnes à reconstruire leur vie après une catastrophe. La Réinstallation Planifiée sera probablement nécessaire tant dans les zones urbaines que rurales. Dans certains cas, celle-ci sera initiée par des personnes ou des groupes de personnes et reflétera le niveau de leur tolérance au risque. Dans d’autres cas, les Etats décideront de déplacer les personnes pour leur sécurité et leur protection, même si celles-ci s’opposent à la Réinstallation Planifiée. Dans tous les cas de Réinstallation Planifiée, la distinction entre déplacement forcé et déplacement volontaire est quelque peu artificielle. On peut soutenir

⁸ Il existe certains cas, par exemple, où des acteurs non étatiques, tels que des sociétés, qui contrôlent des parties du territoire, peuvent chercher à déplacer des communautés après des catastrophes et ces conseils énoncés dans le guide peuvent également leur être utiles.

que tous ceux qui participent à la Réinstallation Planifiée sont contraints de se déplacer pour cause de forces indépendantes de leur volonté telles que les catastrophes et le changement environnemental y compris les conséquences du changement climatique.⁹

La Réinstallation Planifiée : un problème transversal

La planification et la mise en œuvre de la Réinstallation Planifiée doivent s’appuyer sur l’expertise dans un certain nombre de domaines tels que la gestion des risques de catastrophe, le développement, les droits de l’homme, la protection, les actions humanitaires d’urgence, la migration et l’adaptation au changement climatique. Une Réinstallation Planifiée efficace et durable nécessitera l’apport de ceux qui travaillent dans différentes disciplines telles que des spécialistes des sciences sociales, des économistes, des urbanistes, des spécialistes en sciences naturelles, et des experts juridiques, entre autres.

Enfin, le développement de ce guide intervient au moment où de multiples initiatives mondiales offrent des opportunités de réflexion créative, parmi lesquelles le document final de la Conférence de Sendai sur la Diminution des Risques de Catastrophe, la Consultation Mondiale sur l’Agenda pour la protection des personnes déplacées de l’Initiative Nansen, les objectifs de développement durable (ODD), les négociations à venir de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, Habitat III, et le Sommet Mondial sur l’Action Humanitaire – qui peuvent tous offrir des idées à intégrer dans ce Guide.¹⁰

⁹ Cela diffère des réinstallations effectuées afin de mettre en œuvre des projets de développement où la réinstallation est une condition préalable à la mise en œuvre du projet mais n’est pas principalement destinée à bénéficier aux Personnes Réinstallées.

¹⁰ Voir note 2 sur la Conférence Sendai. Pour des informations sur l’Initiative Nansen, voir : www.nanseninitiative.org; Pour un aperçu et une mise à jour sur les discussions autour des objectifs de développement durable, voir: <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainabledevelopmentgoals> ; pour plus d’informations sur les négociations à venir dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, voir http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2015; Pour un aperçu du Sommet Humanitaire Mondial, voir <https://www.worldhumanitariansummit.org/>



L'île de Kutubdia au Bangladesh est affectée par une érosion rapide et rétrécit radicalement. Elle a diminué de moitié en 20 ans, pour atteindre environ 100 kilomètres carrés. **Crédit photo** : © HCR / Saiful Huq Omi.

I. PORTÉE ET OBJECTIF

Cette section aborde l'audience, la portée et les définitions utilisées dans ce guide.

1. Ce Guide vise, au travers de la Réinstallation Planifiée, à aider les Etats, les communautés et d'autres acteurs à protéger les personnes des conséquences des catastrophes¹¹ et du changement environnemental, y compris les conséquences du changement climatique.
2. Dans le cadre de ce Guide, les termes :
 - a. La "Réinstallation Planifiée" est définie comme suit : un processus planifié grâce auquel des personnes ou des groupes de personnes se déplacent ou sont aidés à s'éloigner de leur lieu de domicile ou de résidence temporaire, et sont installés dans un nouvel endroit et bénéficient des conditions nécessaires à la reconstruction de leur vie. La Réinstallation Planifiée est organisée sous l'autorité de l'Etat, se déroule à l'intérieur des frontières nationales dans le but de protéger les personnes des risques et des impacts induits par les catastrophes et le changement environnemental, y compris les conséquences du changement climatique.¹² Une telle Réinstallation Planifiée peut être organisée tant au niveau de l'individu que du ménage et/ou de la communauté.¹³

¹¹ Une catastrophe a été définie par le Comité permanent inter-agences comme étant « les conséquences d'événements déclenchés par des catastrophes naturelles qui dépassent la capacité de réponse locale et affectent sérieusement le développement social et économique d'une région ».

¹² Cette définition a été recommandée lors des réunions d'experts tenues à Washington, DC, États-Unis, en février 2015, et à Bellagio, Italie, en mai 2015. Des parties de ces directives sur la Réinstallation Planifiée peuvent également s'appliquer aux Réinstallations Planifiées à travers les frontières internationales. Cependant, la complexité de la réalisation de telles réinstallations planifiées n'a pas été prise en compte ni traitée dans la préparation de ce guide. Ces aspects peuvent être examinés et traités dans le cadre de l'Initiative Nansen sur le déplacement transfrontalier induit par les catastrophes. Plus d'informations sur l'Initiative Nansen peuvent être trouvées ici : <http://www.nanseninitiative.org/>.

¹³ La Réinstallation Planifiée implique de nombreuses activités que les acteurs du développement associent au terme « relocation » dans le contexte du déplacement et de la réinstallation induits par le développement. Dans certains pays, en particulier en Amérique Latine, le terme « Réinstallation Préventive » est utilisé pour saisir les situations qui sont désignées dans ce document sous le nom de Réinstallation Planifiée.

- b. “L’Etat” désigne les autorités nationales, locales et/ou d’autres niveaux, y compris les institutions pertinentes, selon le cas, dans le pays où la Réinstallation Planifiée est entreprise.
 - c. “Personnes Réinstallées” désigne les personnes ou les groupes de personnes qui participent à une Réinstallation Planifiée, ou qui ont accepté de participer à une Réinstallation Planifiée ou les deux, selon le cas.
 - d. “Populations Hôtes” désigne des personnes ou des groupes de personnes vivant dans des zones dans lesquelles des Personnes Réinstallées se sont installées ou il leur a été suggéré de s’y installer, ou les deux, selon le cas.
 - e. “Les Personnes Qui Choisissent de ne Pas Participer à la Réinstallation Planifiée” désigne les personnes ou les groupes de personnes qui peuvent participer à la Réinstallation Planifiée mais qui choisissent de ne pas le faire.
 - f. “Les Personnes Qui Vivent à Proximité Immédiate” désigne les personnes ou les groupes de personnes qui vivent dans et autour des zones d’où proviennent les Personnes Réinstallées et dont la vie est affectée par la Réinstallation Planifiée.
 - g. “Les Autres Personnes Affectées” incluent les populations hôtes, les personnes qui choisissent de ne pas participer à la Réinstallation Planifiée et les personnes qui vivent à proximité immédiate.
3. Le terme “catastrophes et changement environnemental” utilisé tout au long des sections suivantes de ce guide se réfère aux catastrophes et impacts des changements environnementaux y compris les conséquences du changement climatique ».
4. La Réinstallation Planifiée peut être considérée dans au moins deux types de situations :¹⁴
- a. En **prévision des** catastrophes et du changement environnemental ; et/ou
 - b. En **réponse aux** catastrophes et au changement environnemental.¹⁵

¹⁴ Ce guide sur la Réinstallation Planifiée peut également être utile dans les situations où une Réinstallation Planifiée survient à la suite de mesures de réduction des risques de catastrophe ou d’adaptation au changement climatique.

¹⁵ Dans certains cas, il ne sera peut-être pas possible de délimiter clairement les Réinstallations Planifiées qui sont ou ont été effectuées dans des situations découlant des alinéas 4a) ou 4b). Dans d’autres cas, une combinaison des deux types de situations peut entraîner une Réinstallation Planifiée.

II.

PRINCIPES

GÉNÉRAUX

Cette section énonce les principes généraux qui devraient sous-tendre la Réinstallation Planifiée. L’objet de ces principes généraux est d’informer et d’être appliqués, le cas échéant, à chacune des sections suivantes du guide.

- 5. La Réinstallation Planifiée est organisée au bénéfice des Personnes Réinstallées et de manière à respecter et protéger leurs droits et dignité.
- 6. Les Etats ont la responsabilité fondamentale, en vertu du droit international, de respecter, protéger et veiller au respect des droits de l’homme des personnes établies à l’intérieur de leurs frontières et soumises à leur juridiction. Cela inclut l’obligation de prendre des mesures préventives et correctives visant à faire respecter ces droits et aider ceux dont les droits ont été violés. Les États ont également la responsabilité de prévenir et de réduire les risques de catastrophe et l’exposition à ces risques, et de s’attaquer aux conséquences néfastes des changements environnementaux, y compris les changements climatiques. Dans certains cas, ces responsabilités peuvent engendrer le besoin d’une Réinstallation Planifiée afin de protéger des personnes ou des groupes de personnes.
- 7. Les États doivent avoir des raisons impérieuses, des preuves irréfutables et une base juridique solide pour entreprendre une Réinstallation Planifiée. Une base juridique solide signifie, au minimum, que la Réinstallation Planifiée est conforme à la législation nationale et aux obligations internationales des États, telles que les obligations de protéger le droit à la vie et/ou de veiller à ce que les personnes ne subissent pas de traitements inhumains, dégradants, ou discriminatoires.
- 8. Les Etats devraient garantir des fonds suffisants et durables pour la Réinstallation Planifiée.
- 9. Les personnes ou les groupes de personnes menacés ou affectés par les catastrophes et les changements environnementaux devraient avoir le droit de demander une Réinstallation Planifiée, ainsi que le droit de contester la Réinstallation Planifiée devant un tribunal.

10. La Réinstallation Planifiée devrait être utilisée comme mesure de dernier recours, après avoir examiné d'autres options de réduction des risques et/ou d'adaptation en temps opportun et de manière raisonnablement exhaustive.
11. La Réinstallation Planifiée doit se réaliser dans un cadre juridique qui protège, tant au niveau individuel que collectif, les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Personnes Réinstallées et d'autres personnes affectées à toutes les étapes du processus. Les droits à l'autodétermination, à la préservation de l'identité et de la culture et au contrôle des terres et des ressources sont fondamentaux, particulièrement pour les communautés autochtones.
12. Les Personnes Réinstallées et les autres personnes affectées devraient être informées, consultées et autorisées à participer aux décisions concernant la Réinstallation Planifiée ainsi qu'aux décisions concernant le moment, le lieu et la manière dont la réinstallation sera organisée, selon le cas.
13. La capacité, la résilience et l'autonomisation des Personnes Réinstallées doivent être reconnues, promues et renforcées tout au long du processus de Réinstallation Planifiée.
14. Les besoins spécifiques, les circonstances et les vulnérabilités des Personnes Réinstallées et des autres personnes affectées, selon le cas, devraient être considérés et pris en compte tout au long des différentes phases de la Réinstallation Planifiée. De même, les droits spécifiques des Personnes Réinstallées, selon le cas, doivent être considérés et pris en compte dans toutes les phases d'une Réinstallation Planifiée. Ces droits, besoins, circonstances et vulnérabilités spécifiques, peuvent être liés, entre autres :
- a. Aux caractéristiques démographiques et de santé ;
 - b. Aux caractéristiques socio-économiques ;
 - c. A l'appartenance à un groupe marginalisé ;
 - d. A une dépendance spéciale et/ou un attachement à la terre ou aux ressources /opportunités locales ou localisées ;
 - e. Aux conséquences directes ou indirectes des catastrophes ou des changements environnementaux ; ou
 - f. À des expériences antérieures de déplacement.
15. La Réinstallation Planifiée devrait offrir des opportunités et les conditions pour :
- a. Permettre aux Personnes Réinstallées d'améliorer, ou, au minimum, de récupérer leur niveau de vie.
 - b. Permettre aux Populations Hôtes de maintenir leur niveau de vie préexistant ou d'atteindre le même niveau de vie des Personnes Réinstallées selon ce qui est le plus élevé ; et
 - c. Atténuer les effets néfastes liés à la Réinstallation Planifiée pouvant affecter les Personnes qui Vivent à Proximité Immédiate.
16. La Réinstallation Planifiée doit être effectuée de manière à respecter et à défendre le principe de l'unité familiale. La Réinstallation Planifiée devrait également être effectuée de manière à respecter et à maintenir la cohésion sociale, familiale et communautaire ainsi que les liens de parenté.

17. Les Personnes Réinstallées doivent :
- a. Jouir, en toute égalité, des mêmes droits et libertés que les autres personnes se trouvant dans leur pays en vertu du droit international et national ;
 - b. Ne pas être victime de discrimination dans la jouissance de tous les droits et libertés sous prétexte qu'ils ont participé ou participeront à une Réinstallation Planifiée ; et
 - c. Avoir le droit de liberté de mouvement et le droit à choisir leur lieu de résidence.
18. Rien dans ces directives ne doit être interprété de manière à diminuer ou entraver :
- a. Les droits qui peuvent s'appliquer aux individus, et/ou groupes d'individus, y compris les Personnes Réinstallées et les Autres Personnes Affectées ; ou
 - b. Les obligations plus étendues qui peuvent s'appliquer aux États ou autres qui entreprennent une Réinstallation Planifiée en vertu de lois internationales, régionales ou nationales.



III.

CADRE JURIDIQUE ET POLITIQUE

Cette section aborde, de manière générale, le cadre juridique et politique requis pour entreprendre une Réinstallation Planifiée sous l'autorité de l'État.

19. Lorsque les Etats entreprennent une Réinstallation Planifiée, ils devraient adopter un cadre juridique et politique global conforme au droit international. Cela peut obliger l'État à adopter et/ou amender les lois, politiques, stratégies et plans pertinents pour aborder toutes les phases d'une Réinstallation Planifiée.
20. Une Réinstallation Planifiée devrait s'organiser dans le cadre juridique et politique de l'Etat.
21. Le cadre juridique et politique devrait, entre autres :
 - a. Prévoir une base juridique dans la législation nationale pour entreprendre une Réinstallation Planifiée.
 - b. Articuler une politique nationale pour entreprendre une Réinstallation Planifiée ;
 - c. Etablir un cadre institutionnel pour entreprendre une Réinstallation Planifiée ;
 - d. Identifier, définir, autoriser les rôles et les responsabilités à chaque niveau concerné du gouvernement, y compris au niveau national, sous-national et local ;
 - e. Etablir des mécanismes d'obligation redditionnelle liés à la Réinstallation Planifiée, tout en reconnaissant que l'ultime responsabilité et obligation redditionnelle d'une Réinstallation Planifiée devraient incomber aux autorités étatiques désignées et compétentes en la matière.
 - f. Définir et expliquer les critères de prise de décisions tout au long du processus de Réinstallation Planifiée, y compris la décision fondamentale d'entreprendre une Réinstallation ;
 - g. Définir les actions que les personnes ou les groupes de personnes devraient déployer pour entreprendre une Réinstallation Planifiée et recevoir de l'Etat une assistance technique ;
 - h. Donner aux Personnes Réinstallées et aux Autres Personnes Affectées l'accès à des mécanismes impartiaux et équitables de règlement des plaintes, d'évaluation, de conflit et de recours tout au long d'une Réinstallation Planifiée ;
 - i. Octroyer un financement opportun, suffisant et durable pour la Réinstallation Planifiée ; et
 - j. S'assurer que la Réinstallation Planifiée soit intégrée à d'autres problématiques et activités croisées et transversales, y compris les cadres de plans de développement et d'utilisation des terres.



Le climat a déplacé des gens dans la ville de Cox's Bazar, au Bangladesh. Une fois qu'ils perdent leurs terres donnant accès à la mer, ils viennent à Cox's Bazar les mains vides. **Crédit photo :** © HCR / Saiful Huq Omi.

IV. CADRE INSTITUTIONNEL

Cette section aborde, de manière générale, le cadre institutionnel nécessaire à la mise en œuvre de la Réinstallation Planifiée.

22. Les États devraient définir un cadre institutionnel pour entreprendre une Réinstallation Planifiée qui soit compatible avec le cadre juridique et politique de l'État (section III).
23. Une Réinstallation Planifiée devrait être entreprise dans les limites du cadre institutionnel de l'État.
24. Le cadre institutionnel devrait intégrer les ministères, les départements et les institutions concernés tant au niveau national qu'à d'autres niveaux du gouvernement concernés, y compris les niveaux régionaux et locaux, ainsi que :
 - a. Les Personnes Réinstallées ;
 - b. Les Autres Personnes Affectées ; et
 - c. Les autres acteurs, le cas échéant.
25. Le cadre institutionnel devrait prévoir des mécanismes de coordination entre les ministères/départements et institutions nationaux et les autres niveaux du gouvernement concernés. Ces mécanismes de coordination devraient assurer la participation des Personnes Réinstallées, des autres personnes affectées et d'autres acteurs, selon le cas.
26. Les États auront normalement besoin, et dès lors devraient accepter, le soutien et l'assistance d'autres acteurs tout au long du processus de Réinstallation Planifiée. Ces autres acteurs peuvent être des États ; des organismes régionaux ; des organisations intergouvernementales ; des organisations non gouvernementales internationales, régionales, nationales, infranationales et locales ; des banques de développement ; des bailleurs de fonds/mécanismes de financement ; des dirigeants communautaires ; le secteur privé ; et d'autres experts.

27. Le cadre institutionnel devrait :

- a. Donner l’orientation générale et superviser la planification et la mise en œuvre de la Réinstallation Planifiée ;
- b. Octroyer en temps opportun des ressources financières, humaines et autres nécessaires à la mise en œuvre d’une Réinstallation Planifiée ; et
- c. Etablir des structures et des mécanismes quant à :
 - i. La planification et la mise en œuvre d’une Réinstallation Planifiée, y compris au niveau local ;
 - ii. La mise en place d’un suivi et d’une évaluation internes (acteurs étatiques) et indépendants (acteurs non étatiques) de la Réinstallation Planifiée, de ses résultats et de ses impacts au fil du temps ;
 - iii. Fournir une assistance technique aux personnes ou aux groupes de personnes, lorsque ces acteurs entreprennent une Réinstallation Planifiée ;
 - iv. Déposer, évaluer et examiner les plaintes et permettre la résolution des conflits et octroyer des réparations ;
 - v. Assurer la participation du public, y compris des Personnes Réinstallées et d’Autres Personnes Affectées, tout au long d’une Réinstallation Planifiée ;
 - vi. Effectuer périodiquement des activités de cartographie, d’évaluation et de surveillance des zones pouvant présenter des risques pour les personnes et les groupes de personnes en raison de catastrophes et de changements environnementaux, afin de pouvoir évaluer les réactions possibles, y compris la Réinstallation Planifiée ; et
 - vii. S’assurer que les leçons tirées des Réinstallations Planifiées passées et en cours, y compris du suivi et de l’évaluation, sont identifiées, documentées, intégrées et rendues publiques, afin qu’elles inspirent les nouvelles Réinstallations Planifiées et informent et conduisent les changements nécessaires aux cadres juridiques, politiques et institutionnels.

V. EVALUER DU BESOIN D’UNE RÉINSTALLATION PLANIFIÉE.

Cette section décrit les mesures à prendre pour déterminer si une Réinstallation Planifiée est nécessaire.

28. La décision d’entreprendre une Réinstallation Planifiée devrait être fondée sur des facteurs clairs et transparents à déterminer : (i) par l’État avec la participation de personnes et de groupes de personnes situés dans une ou plusieurs régions géographiques prises en considération pour une Réinstallation Planifiée ; ou (ii) par des personnes et groupes de personnes situés dans une ou plusieurs zones géographiques considérées pour une réinstallation, avec la participation de l’État. Dans l’un ou l’autre cas, les facteurs sur lesquels repose la décision d’entreprendre une Réinstallation Planifiée devraient intégrer, **entre autres** :
- a. L’évaluation des niveaux de risque existants et anticipés pour les personnes, les groupes de personnes, les activités et les biens dans une ou plusieurs zones géographiques, grâce à des preuves scientifiques solides et d’autres sources de connaissances pertinentes, y compris locales, communautaires et autochtones ;
 - b. La vulnérabilité et la résilience des personnes et des groupes de personnes dans la(les) zone(s) géographique(s) concernée(s) ;
 - c. La possibilité de mesures réalisables de réduction et d’adaptation des risques, y compris des options in situ ;
 - d. Le seuil de risque acceptable pour les personnes ou groupes de personnes susceptibles de devenir des Personnes Réinstallées ;
 - e. La disponibilité d’options réalisables pour la Réinstallation Planifiée ; et
 - f. L’évaluation des coûts socioéconomiques et environnementaux directs et indirects attendus, ainsi que les risques associés à la Réinstallation Planifiée elle-même.
29. Les personnes ou les groupes de personnes menacés ou affectés par des catastrophes et des changements environnementaux devraient avoir le droit de demander à l’État de procéder à une évaluation des niveaux de risque existants et prévus pour une ou des zone(s) géographique(s) donnée(s), ainsi que pour les personnes ou des groupes de personnes, des activités et des biens qui s’y trouvent.
30. Les personnes ou groupes de personnes menacés ou affectés par les catastrophes et les changements environnementaux devraient avoir le droit d’évaluer et surveiller les risques et d’intégrer ces sources de connaissances dans les structures et mécanismes étatiques mentionnés aux paragraphes 27 (c) (vi) et 28 (a).



VI.

PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE RÉINSTALLATION PLANIFIÉE.

Cette section aborde les questions spécifiques liées à la planification et à la mise en œuvre d'une Réinstallation Planifiée. Elle est organisée par sous-thèmes spécifiques.

Planification

31. L'État devrait préparer un plan global pour entreprendre une Réinstallation Planifiée, en accord avec le cadre juridique et politique de l'État (section III) et son cadre institutionnel (section IV).
32. Le plan devrait être :
 - a. Elaboré avec la participation de personnes et de groupes de personnes susceptibles de devenir des Personnes Réinstallées et d'autres personnes affectées, selon le cas ;
 - b. Conçu sur base de l'évaluation décrite au paragraphe 28 ;
 - c. Adapté au temps et au contexte de la situation à traiter, y compris aux caractéristiques particulières des Personnes Réinstallées ;
 - d. Elaboré de manière à permettre la conception et l'exécution d'activités liées à la Réinstallation Planifiée dans un cadre de développement durable ; et
 - e. Développé avec la contribution d'experts de disciplines pertinentes.¹⁶

¹⁶ Par exemple, la Réinstallation Planifiée est pertinente pour la gestion des risques de catastrophe, la réduction des risques et la planification de l'adaptation au changement climatique, du déplacement interne, du développement, de la terre et de la propriété, de l'urbanisme, etc. pour lesquels différentes disciplines sont engagées.

33. Le plan et toutes les politiques connexes, y compris les politiques externes telles que celles des institutions de financement, devraient être accessibles au public.
34. Le plan devrait :
- a. Identifier les personnes ayant besoin d'une Réinstallation Planifiée et, en fonction de leurs besoins particuliers, de leurs vulnérabilités et d'autres caractéristiques, définir des options qui traitent spécifiquement de ces facteurs et protègent leurs droits et leur dignité ;
 - b. Octroyer aux personnes, et aux groupes de personnes susceptibles de devenir des Personnes Réinstallées, une période de temps suffisante pour prendre des décisions éclairées quant à leur participation à la Réinstallation Planifiée ;
 - c. Donner aux personnes, ou aux groupes de personnes susceptibles de devenir des Personnes Réinstallées, la possibilité de proposer d'autres options et exiger que ces options soient dûment prises en compte ;
 - d. Avoir la capacité et la souplesse d'abriter des personnes ou des groupes de personnes qui pourraient choisir de ne pas participer à la Réinstallation Planifiée, de manière à protéger leurs droits et leur dignité ;
 - e. Préciser les phases de la Réinstallation Planifiée et les délais applicables ;
 - f. Assurer un financement suffisant et durable pour toutes les phases de la Réinstallation Planifiée ;
 - g. Identifier des sites potentiels et appropriés pour la réinstallation ;
 - h. Etre suffisamment souple pour s'adapter aux besoins changeants, aux circonstances et aux demandes des Personnes Réinstallées qui pourraient survenir pendant la Réinstallation Planifiée ;
 - i. Inclure des mesures pour protéger les Personnes Réinstallées et leur assurer un niveau de vie digne en attendant et pendant le processus de réinstallation physique, conformément, entre autres, aux paragraphes 36 à 41 ci-dessous ;
 - j. Permettre aux Personnes Réinstallées de prendre des décisions concernant la Réinstallation Planifiée dans la mesure du possible et du réalisable ;
 - k. Identifier les Autres Personnes Affectées ; et
 - l. Inclure des mesures visant à prévenir ou à atténuer, dans la mesure du possible, tout impact négatif direct, indirect, civil, politique, économique, social, culturel et autre sur les Personnes Réinstallées et les autres personnes affectées.

Information, Consultation, et Participation

35. Les Etats devraient :
- a. Mettre en place des mécanismes de diffusion de l'information, de consultation et de participation qui permettent aux Personnes Réinstallées et aux autres populations affectées, selon le cas, de participer, contribuer, de faire des choix pertinents, de décider à chaque étape de la Réinstallation Planifiée,
 - b. Evaluer et prendre en compte les contraintes qui peuvent empêcher des personnes et des groupes de personnes, dans la catégorie plus large des Personnes Réinstallées et des autres personnes affectées, d'avoir accès aux mécanismes de diffusion, de consultation et de participation ; et

- c. Assurer aux Personnes Réinstallées et aux autres personnes affectées, selon le cas, l'accès à de l'information pertinente, complète, correcte et à jour tout au long de la Réinstallation Planifiée, dans une langue qu'ils comprennent.

Mesures avant et pendant la Réinstallation Physique

36. Les États devraient veiller à ce que les Personnes Réinstallées puissent maintenir un niveau de vie digne en attendant d'être déplacés physiquement sur un site de réinstallation. Cela peut signifier fournir et assurer, au besoin, un accès sûr à, entre autres, des abris sécurisés, des moyens de subsistance appropriés, au transport, ainsi qu'à des infrastructures et des services de base (y compris l'éducation et la santé).
37. Les États devraient préparer et mettre en place des plans d'évacuation pour les Personnes Réinstallées (et les personnes qui choisissent de ne pas participer à la Réinstallation Planifiée), y compris lorsqu'elles sont dans l'attente de leur réinstallation physique sur un site de réinstallation.
38. La réinstallation physique des personnes devrait être planifiée de manière à minimiser les perturbations dans la vie quotidienne des Personnes Réinstallées et des Populations Hôtes.
39. Les États devraient informer rapidement et à l'avance les Personnes Réinstallées et autres personnes affectées, selon le cas, du calendrier et des détails d'un déplacement physique dans des sites de réinstallation.
40. Les États devraient assurer, au besoin, la réinstallation physique sûre, digne et opportune des Personnes Réinstallées et de leurs biens et avoirs dans des sites de réinstallation. Cela peut exiger une attention particulière aux droits, aux besoins, aux circonstances et aux vulnérabilités, ainsi que le besoin d'anticiper et de traiter les risques liés au déplacement lui-même.
41. Hormis risque exceptionnel, la réinstallation physique dans les sites de réinstallation ne devrait avoir lieu que lorsque ces sites sont en mesure de maintenir un niveau de vie digne pour les Personnes Réinstallées. Cela signifie, au minimum, que des logements sûrs, des moyens de subsistance appropriés, des moyens de transport, ainsi que des infrastructures et des services de base (y compris l'éducation et la santé) sont disponibles et accessibles.

Offrir des conditions pour la reconstruction des vies via la restauration des moyens de subsistance et d'autres services.

42. Les États devraient fournir les conditions nécessaires pour permettre aux Personnes Réinstallées de :
- a. Construire une vie durable et digne dans leur(s) lieu(x) de réinstallation ; et
 - b. Conserver leurs droits, y compris ceux liés à la liberté de circulation et à la participation politique.

43. Les États devraient donner du soutien, des ressources et des services adéquats aux Personnes Réinstallées pour traiter et atténuer les risques d'appauvrissement, notamment ceux qui résultent, par exemple, du manque de terres, d'emploi et d'abris, de la marginalisation, de l'insécurité alimentaire, de la morbidité et de la mortalité, du manque d'accès à la propriété et aux services et de l'absence d'insertion sociale et culturelle.
44. Les États devraient considérer au minimum la récupération, mais idéalement l'amélioration, des moyens de subsistance des Personnes Réinstallées comme étant non seulement une question de droit mais aussi un élément essentiel pour prévenir l'appauvrissement. Dans la mesure du possible, les Personnes Réinstallées devraient recevoir de l'aide afin qu'elles puissent maintenir leurs moyens de subsistance traditionnels ou antérieurs, le cas échéant. Si cela n'est pas possible, les Personnes Réinstallées devraient avoir la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et moyens de subsistance adaptés et réalisables sur leur site de réinstallation, reconnaissant que les Réinstallations Planifiées peuvent offrir aux personnes Réinstallées la possibilité de rechercher de nouveaux moyens de subsistance.
45. Les États devraient être en mesure d'anticiper les effets négatifs potentiels de la Réinstallation Planifiées sur d'autres personnes affectées et procurer le soutien nécessaire dans le but de prévenir ou minimiser ces impacts et prévenir et résoudre les conflits potentiels.
46. Les États devraient soutenir les entreprises et autres entités engagées dans des activités productives liées au rétablissement des moyens de subsistance afin d'atténuer les conséquences négatives de la Réinstallation Planifiée pour les Personnes Réinstallées et les Autres Personnes Affectées.

Terres et compensation

47. Les ressources de l'État, y compris, mais sans s'y limiter, la rémunération, les services et/ou l'aide financière, devraient être utilisées pour soutenir les Personnes Réinstallées et minimiser les conséquences négatives sur les autres personnes affectées dans une Réinstallation Planifiée. Lorsqu'une indemnisation est prévue, les critères d'admissibilité à celle-ci devraient être équitables et devraient éliminer les obstacles qui pourraient autrement limiter la capacité de certaines personnes ou groupes de personnes à recevoir une compensation équitable. Ces critères devraient être rendus publics et/ou partagés à l'avance avec les Personnes Réinstallées.
48. Si les États acquièrent un titre de propriété sur des terres libérées par des Personnes Réinstallées, ces personnes ou groupes de personnes devraient avoir droit en échange à une compensation équitable pour leurs terres et tout autre bien restitué lié à ces terres. Pour définir une compensation équitable dans ce contexte, une attention particulière devrait être portée aux besoins particuliers des personnes ou groupes de personnes ayant des droits fonciers informels, des droits fonciers coutumiers, des droits d'occupation, des droits d'usage coutumier ou d'autres formes d'attachement spécifique à la terre ainsi que de ceux qui sont sans terre, ou des occupants illégaux.
49. Si les États n'ont pas acquis le titre de propriété libérée par les Personnes Réinstallées, alors ils devraient, dans la mesure du possible, protéger les terres et les biens abandonnés contre la destruction, la contamination, l'appropriation arbitraire ou illégale, l'occupation ou l'utilisation non autorisée.
50. Les États devraient veiller à ce que les terres libérées lors d'une Réinstallation Planifiée soient utilisées de manière à ne pas créer de risques futurs et, dans des cas précis, réalisables et irréfutables, permettre aux Personnes Réinstallées de conserver l'accès à ces terres et à leurs ressources, de maintenir leurs moyens de subsistance préexistants et de maintenir des pratiques spirituelles et culturelles, aussi longtemps que possible.

Contrôle et Evaluation

51. Dans le cas d'une Réinstallation Planifiée, les activités de contrôle et d'évaluation devraient être menées conformément au cadre établi en vertu du paragraphe 27 (c) (ii).
52. Au début d'une Réinstallation Planifiée, les États, les Personnes Réinstallées et les populations hôtes, selon le cas, devraient recueillir des données de base pertinentes et élaborer des indicateurs et des critères de référence pour évaluer la Réinstallation Planifiée grâce à des activités régulières de suivi et d'évaluation. Ces indicateurs et critères de référence devraient être formulés conformément aux objectifs du paragraphe 57.
53. Les résultats des activités continues de suivi et d'évaluation d'une Réinstallation Planifiée devraient être partagés, en temps opportun, avec les Personnes Réinstallées et les autres personnes affectées, selon le cas.
54. Lorsque de nouvelles informations sont mises en évidence grâce aux activités régulières de suivi et d'évaluation, les États devraient alors les utiliser afin de modifier le plan et la mise en œuvre de la Réinstallation Planifiée et améliorer de cette manière les résultats potentiels pour les Personnes Réinstallées et les autres personnes affectées, le cas échéant.
55. Les activités de suivi et d'évaluation des résultats devraient être intégrées à toute révision des cadres juridiques, politiques et institutionnels d'un État pour entreprendre une Réinstallation Planifiée.
56. Les mécanismes de suivi et d'évaluation, ainsi que les indicateurs élaborés conformément au paragraphe 52, devraient servir de base à l'évaluation du moment où la surveillance, la participation et l'autorité de l'État en matière de Réinstallation Planifiée peuvent être considérées comme terminées.



VII.

QUAND LA RÉINSTALLATION PLANIFIÉE PREND- ELLE FIN ?

57. Une Réinstallation Planifiée peut être considérée comme finalisée lorsque les Personnes Réinstallées n'ont plus de besoins ou de vulnérabilités liés à la Réinstallation Planifiée et peuvent jouir de leurs droits de la même manière qu'ils en jouissaient avant la Réinstallation Planifiée ou avant que les catastrophes et les changements environnementaux ne nuisent à ces mêmes droits, et à un niveau au moins égal à celui des populations hôtes.

